

LE TOURNANT DE LA COHABITATION

Discours de politique générale du premier ministre Jacques Chirac, 1986.

Grille d'évaluation pour l'étude critique de document(s) – Série ES/L

Éléments de réussite	A	B	C	D
1. Replacer le ou les documents dans un contexte historique . Rappeler le contexte général . Présenter les documents				
2. Comprendre le sens du ou des deux documents et organiser les idées dans une démarche cohérente . Comprendre le sens global dans le contexte . Problématiser . Décrire ou relever les idées principales. Les expliquer . Organiser l'exposé en : introduction, paragraphes, conclusion				
3. Montrer des connaissances sur le sujet proposé. . Réinvestir les notions, repères, acteurs vus en classe pour expliquer le ou les documents.				
4. Développer un regard critique sur le ou les documents. . Nuancer les propos. . Reconnaître un point de vue, une confrontation . Ouvrir sur la portée du document				
5. Respecter les règles de l'orthographe et de la grammaire.				
Commentaire :				

A : Excellent niveau de maîtrise dans tous les domaines. (niveau expert) >16/20 B : Les capacités et compétences sont globalement maîtrisées. Le niveau est atteint. On peut encore approfondir. De 12 à 16/20 C : Certaines capacités sont encore fragiles. Résultat encourageant. Penser à noter les compétences à travailler. De 8 à 12/20 D : Les compétences et capacités ne sont pas maîtrisées. < 8/20
--

1) **Dans votre introduction**, nous attendons une contextualisation après une présentation rapide du document :

- Rappeler qui est Jacques Chirac ? Expliquer en 1986 = première cohabitation et rappeler le contexte de crise économique....

- **La problématique mettra en évidence** la nécessité pour Jacques Chirac de revoir le rôle de l'Etat dans la gouvernance de la France.

2) **Nous attendons une bonne compréhension du discours de J. Chirac et des explications claires qui mettent en évidence une bonne maîtrise des connaissances (acteurs, dates, faits).**

Ainsi, votre réponse peut s'organiser autour des idées et des notions suivantes =

a) De 1946 aux années 80 : Chirac évoque la réaffirmation de l'Etat (Etat administrateur, aménageur, entrepreneur)

- « dirigisme d'Etat.....recherchesociété administrée...collectivisée »

Notions attendus = nationalisations (45), reconstruction, commissariat au plan, planification, plan Marshall, DATAR, programmes industriels, nucléaires...

- avec « des experts formés.. »

Notions attendues = statut de la fonction publique en 1945 + ENA

- Jacques Chirac nous décrit l'Etat-providence que vous définissez = Protection sociale (Sécurité Sociale) + Acquis sociaux (congrés payés, SMIG, HLM, ANPE...)

= tradition gaullienne, à partir du programme du CNR, voté en 1943

= UN ETAT fort, centralisateur, jacobin /Une France reconstruite et modernisée....

b) MAIS J. Chirac évoque « les défauts » de ce mode de gouvernance = appelle à un Etat plus régalién, une économie plus libérale.

- Rappeler les raisons invoqués par le premier ministre : « obésité..... » = vous pouvez reprendre les limites de la centralisation, les critiques sur l'ENA (pantouflage), rappeler le contexte économique et social, les effets de la mondialisation...

- Mesures proposées par J. Chirac : « liberté de création, responsabilité... politique monétairerigueur, dépenses et déficits publics seront sévèrement comprimés... liste des entreprises qui pourront être dénationalisées... »

Notions attendues : politique libérale, économies budgétaires, nombreuses privatisations (TF1, Société Générale, Renault, Air France, Crédit Lyonnais, EDF,GDF....) + décentralisation.

= une politique néo libérale, dans le courant Reagan, Thatcher

= une rupture avec le gaullisme (alors qu'il s'en réclame !!!!)

3) **Vous n'oubliez pas d'apporter un regard critique :**

- Un premier Ministre ace à ses propres contradictions : héritier du gaullisme qui veut rompre avec la tradition gaullienne
- Malgré les privatisations : poursuite de la progression du chômage, déficit croissant du budget de l'Etat → Mitterrand est réélu en 1988 sur le programme « Ni, Ni »....
- La décentralisation avait déjà été amorcée par la gauche en 1982 : lois Deferre
- 1986 : Acte unique européen qui prévoit le transfert d'une partie de la souveraineté de l'Etat français vers la CEE (future UE)

Il n'en demeure pas moins que J. Chirac évoque le vrai problème : le poids de l'Etat qui est devenu une charge et la contradiction parce que les Français ne veulent pas renoncer à ce rôle.